



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

L'économie martiniquaise sans inflexion notable

L'indicateur du climat des affaires (ICA) reste stable au 1^{er} trimestre 2026 à 102,4. Après le redressement observé au premier semestre 2025, l'ICA évolue toujours sur un plateau et à un rythme de croissance très modéré.

Si l'inflation reste contenue à fin mars, à un niveau inférieur à celui de la France dans son ensemble, les tensions récentes sur les prix de l'énergie pourraient modifier cette trajectoire. La consommation des ménages est en demi-teinte et son évolution dépendra vraisemblablement de l'ampleur du rebond de l'inflation dans les mois à venir. De même pour l'investissement, en repli, qui pourrait être fragilisé par une éventuelle hausse des coûts de financement.

En fin de trimestre, les effets du conflit au Moyen-Orient commencent à se diffuser localement à travers une augmentation des prix des carburants, et par des chefs d'entreprise qui sont plus nombreux à augmenter leurs prix de vente, quel que soit le secteur d'activité.

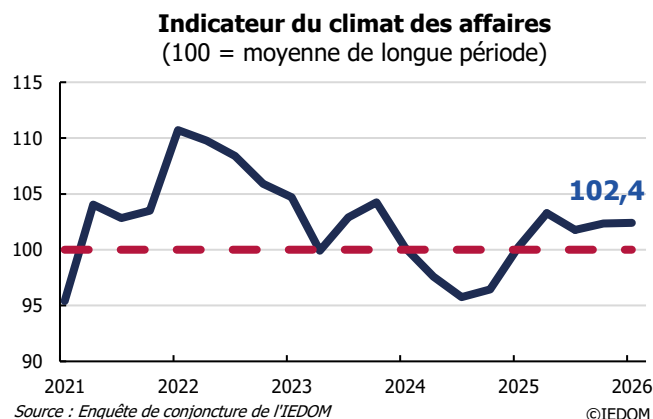
L'indicateur du climat des affaires (ICA) stabilisé sur un plateau

L'ICA est stable ce trimestre et s'établit à 102,4. Selon les chefs d'entreprise interrogés, à l'instar de la fin d'année dernière, le trimestre écoulé a été de meilleure facture qu'attendu.

Si l'activité ne montre toujours pas de signaux d'embellie, les trésoreries semblent poursuivre leur amélioration, tout comme les délais de paiement qui contribuent positivement à l'ICA.

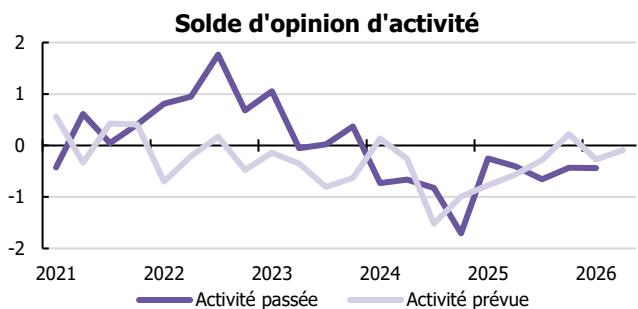
Ces améliorations pourraient n'être que temporaires puisque les anticipations pour le deuxième trimestre sont peu favorables, notamment pour la trésorerie et les délais de paiement, en lien avec une prévision de charges d'exploitation en hausse.

Dans un contexte de conflit au Moyen-Orient et d'augmentation sensible des cours du pétrole à partir de mars, une proportion croissante de chefs d'entreprise déclare une augmentation de leurs prix de vente sur le trimestre écoulé mais également sur le trimestre à venir.



L'activité continue d'évoluer à un niveau réduit

En ce début d'année 2026, l'activité demeure en territoire négatif et s'est encore dégradée par rapport à la fin d'année 2025. Cette tendance est corroborée par l'évolution du volume d'heures rémunérées, un indicateur concret de l'activité des entreprises, qui diminue de 1,4 % en janvier et de 1,8 % en février 2026 par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Les perspectives laissent toutefois entrevoir l'amorce d'un redressement les prochains mois.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

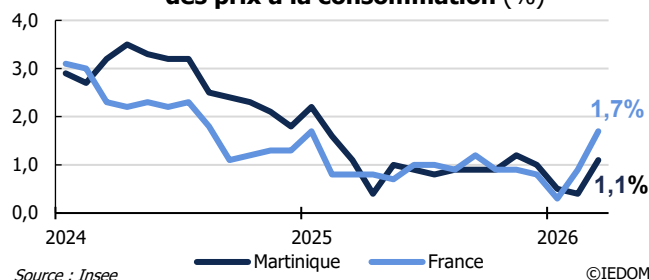
L'ampleur du rebond de l'inflation demeure incertaine

Entre janvier et mars 2026, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 %. Cette hausse s'explique principalement par la progression des prix des services (+1,8 %), de l'alimentation (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,4 %). À l'inverse, les prix de l'énergie, bien qu'en augmentation depuis début mars, ont contribué à limiter l'inflation entre janvier et mars, avec une baisse de 4,3 % sur la période. En glissement annuel, l'inflation s'élève à 1,1 % en mars 2026, contre 1,7 % pour l'Hexagone.

Le regain de tensions géopolitiques entre l'Iran et les États-Unis depuis fin février a entraîné une hausse des prix de l'énergie. En Martinique, cela s'est traduit par une augmentation des prix des carburants perceptible dès la fin du premier trimestre : le prix du sans plomb est passé de 1,67 € à 1,69 € en mars et 1,86 € en avril, tandis que le prix du gazole est passé de 1,60 € à 1,64 € en mars et 1,95 € en avril. La diffusion de ce choc au reste de l'économie et ses répercussions sur l'inflation dépendront de l'évolution du conflit dans les prochains mois.

Au 1^{er} janvier 2026, le Smic (salaire minimum interprofessionnel de croissance) horaire brut a été revalorisé de 1,2 % ; avec une nouvelle augmentation de 2,4 % prévue pour le 1^{er} juin.

Évolution en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (%)



Source : Insee

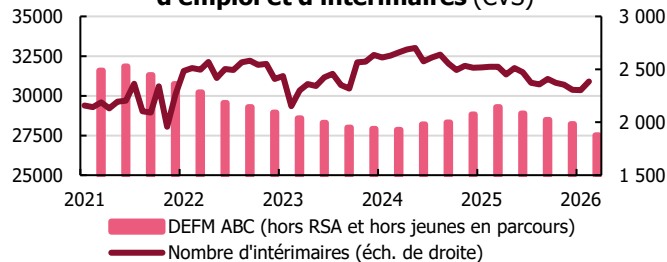
©IEDOM

Le marché du travail montre de légers signes d'amélioration

Le marché du travail enregistre une légère amélioration, avec un recul sur le trimestre de 2,5 % (CVS) du nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C (hors RSA et jeunes en parcours), ainsi qu'un recul de 6,0 % (CVS) par rapport au même trimestre de l'année précédente¹.

En revanche, le nombre d'intérimaires pour les deux premiers mois de l'année, bien qu'en légère hausse par rapport à la fin de l'année 2025, reste inférieur à celui des mois de janvier et février 2025 (-7,1 % CVS), reflétant une demande de travail modérée de la part des entreprises pour le travail temporaire.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi et d'intérimaires (CVS)



Sources : Dares, Insee

©IEDOM

Les dernières données disponibles sur l'emploi salarié révélèrent une légère hausse des effectifs entre le troisième et le quatrième trimestre 2025 (+0,1 % en moyenne, +0,2 % pour le privé et -0,1 % pour le public).

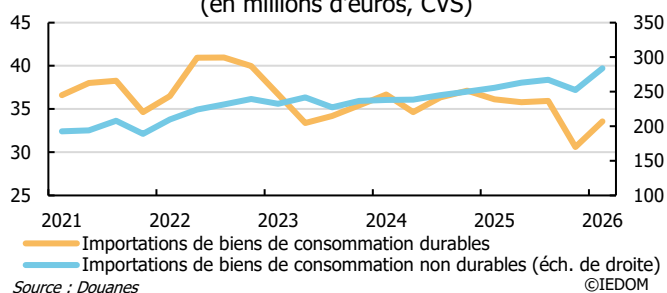
Les résultats de l'enquête besoin en main d'œuvre réalisée par France Travail annoncent plus de 12 700 intentions d'embauche en Martinique pour 2026, soit un niveau élevé, malgré un léger recul par rapport à 2025 (- 4,7 %). Le secteur des services concentre 65 % de ces projets d'embauche.

¹ Les données relatives aux demandeurs d'emploi présentées ici ne tiennent pas compte des demandeurs d'emploi allocataires du RSA et des jeunes en parcours, ce qui permet d'offrir un éclairage pertinent sur les évolutions conjoncturelles suite à la mise en œuvre récente de la loi pour le plein emploi.

Une consommation des ménages en demi-teinte

Les importations de biens de consommation non durables enregistrent une hausse de 12,5 % (CVS) ce trimestre par rapport à la fin de l'année 2025, notamment des produits pharmaceutiques et de la viande. Concernant les biens de consommation durables, on note une légère augmentation des importations ce trimestre (+9,7 % CVS), malgré un recul de 7,1% (CVS) par rapport au premier trimestre 2025. Ces évolutions s'accompagnent d'un recul des ventes de véhicules aux particuliers (- 9,4 % CVS), ainsi que d'une diminution des recettes de TVA (-2,5 % CVS) sur le trimestre, en dépit d'une légère progression par rapport au même trimestre de 2025.

Importations de biens de consommation (en millions d'euros, CVS)



Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages s'inscrivent globalement en amélioration, avec un recul sur le trimestre du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire (-1,8 %), des incidents sur chèques (-3,6 %) et des incidents de paiements sur les crédits accordés aux particuliers (-0,3 %). En revanche, des fragilités persistent comme en témoigne la progression de 12,3 % du nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement par rapport au quatrième trimestre 2025.

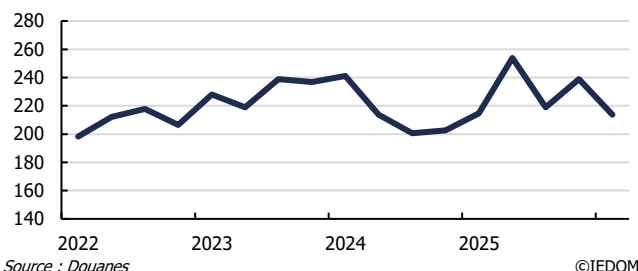
L'investissement se replie

Après une évolution en dents de scie ces derniers trimestres, l'investissement s'essouffle. Les importations de biens d'investissements se replient de 10,5 % (CVS) ce trimestre (et de 0,4 % par rapport au premier trimestre 2025), principalement en lien avec la diminution des importations de voitures pour une valeur d'environ 50 millions d'euros.

En parallèle, les encours de crédits à l'investissement des entreprises étaient légèrement en baisse sur trois mois au quatrième trimestre 2025 (-0,4 %).

Les perspectives d'investissement, évaluées à partir de l'enquête de conjoncture, semblent mieux orientées pour le trimestre prochain, en particulier pour les secteurs du tourisme, de la construction et des services.

Importations de biens d'investissement (CVS, en millions d'euros)

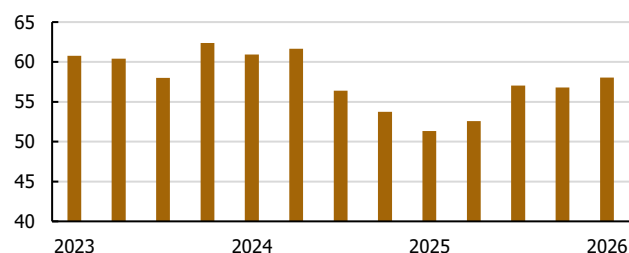


On remarque en parallèle des difficultés persistantes pour certaines entreprises, illustrées par l'augmentation de 8,8 % sur un an des défaillances (518 entreprises en cumul sur 12 mois à fin mars 2026, contre 476 à fin mars 2025). En volume, le secteur du BTP est le plus touché, avec 36 défaillances supplémentaires sur un an, suivi par le secteur des transports (14 défaillances).

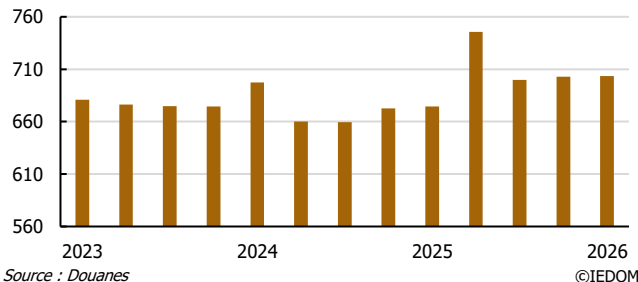
Les importations stabilisées

Hors produits pétroliers, les importations sont stables au 1^{er} trimestre (CVS), tandis que les exportations enregistrent une légère progression (+2,2 % CVS). Cette progression est portée par la dynamique des exportations de matériels de transport (+33,7 % CVS) et des équipements mécaniques et du matériel électrique (+13,6 % CVS).

Exportations hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Importations hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)

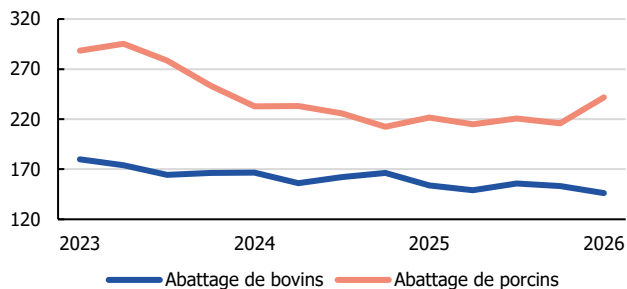


Les évolutions de la balance commerciale ce trimestre sont largement influencées par les activités de la SARA (raffinerie). En effet les importations de produits pétroliers sont en baisse (-26,0 % CVS), tandis que les exportations progressent nettement (+16,2 % CVS).

Vers un rebond des prix de vente dans l'ensemble des secteurs d'activité ?

Dans le secteur **agricole**, la production animale semble se redresser avec un volume d'abattage total qui progresse (+2,9 % CVS), porté par la filière porcine (+12,0 % CVS). Pour la filière végétale, les exportations de bananes sont orientées légèrement à la baisse (-0,8 %). Au global, les exportations de produits agricoles et sylvicoles sont stables (+0,5 % CVS) ce trimestre.

Abattage de bovins et de porcins (CVS)



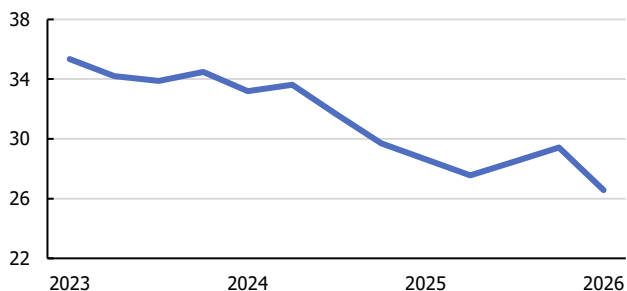
Source : Abattoirs de Martinique

©IEDOM

Les indicateurs sont plus contrastés pour la production **agroalimentaire**, dont les exportations (notamment de rhum) reculent sensiblement ce trimestre (-9,1 % CVS). En ce début de campagne cannière, la production de rhum est en revanche en hausse sensible par rapport au premier trimestre 2025, bien qu'elle reste inférieure aux premiers trimestres 2024 et 2023. Les soldes d'opinion sur l'activité agricole et agroalimentaire se situent toujours en territoire négatif ce trimestre, même s'ils se redressent depuis un point bas constaté il y a un an. Les trésoreries poursuivent une tendance similaire.

En ce qui concerne le secteur du **BTP**, la majorité des indicateurs restent mal orientés. Les soldes d'opinion relatifs à l'activité sont toujours négatifs au T1, même s'ils s'améliorent légèrement. Les importations de carrelage et d'éléments en métal pour la construction sont en baisse de respectivement 21,1 % et 9,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Les ventes de ciment reculent également de 9,7 % sur le trimestre, dans un contexte marqué par la mise en place du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), qui exerce une pression haussière sur les prix. Toutefois, cette augmentation ne se matérialise pas dans l'évolution du solde d'opinion sur les charges d'exploitation. Les prévisions d'activité pour le 2^e trimestre 2026 sont favorablement orientées, et le solde d'opinion sur les prix de vente poursuit sa hausse.

Ventes de ciment (en milliers de tonnes, CVS)



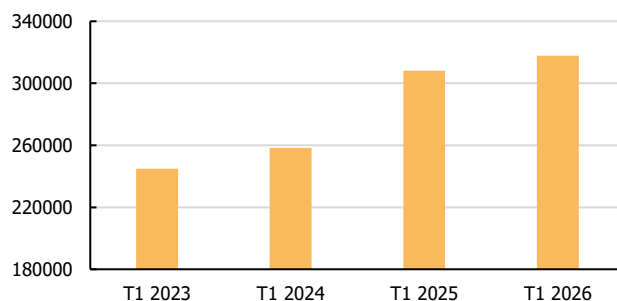
Source : Ciment Antillais

©IEDOM

En période de haute saison **touristique**, la dynamique du secteur semble globalement positive ce trimestre. Le nombre de nuitées dans le parc hôtelier, qui avait tendance à décroître les trimestres précédents, repart à la hausse en ce début d'année (+3,7 % CVS), et ce, malgré un nombre de passagers à l'aéroport stable ce trimestre (+0,6 % CVS). Par ailleurs, le solde d'opinion sur les prix de vente pratiqués affiche une hausse sensible.

Pic de la saison, le nombre de croisiéristes progresse de 3,1 % par rapport au premier trimestre 2025. Alors que la saison s'est terminée à la fin du mois d'avril, les premiers chiffres sont très positifs avec notamment un nombre d'escales croissant et une offre enrichie avec des mouillages également à Saint-Pierre, au Marin, aux Trois-Îlets et aux Anses-d'Arlet qui permettent de répartir les bénéfices économiques.

Nombre de croisiéristes

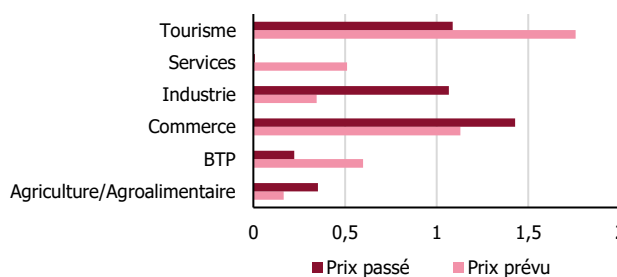


Source : GPMLM

©IEDOM

Dans les autres secteurs, les soldes d'opinion sur l'activité restent globalement mal orientés. Après une fin d'année 2025 encourageante, les entreprises de **l'industrie** font état d'une activité légèrement plus dégradée ce trimestre. Des charges d'exploitation en hausse et des difficultés de trésorerie pénalisent le secteur. Les entreprises du **commerce** affichent toujours des soldes d'opinion en territoire négatif, et ce depuis 2024. Pour ce qui est des **services**, l'activité pour le trimestre à venir pourrait être favorable après plusieurs trimestres à la baisse. Dans l'ensemble de ces trois secteurs, le solde d'opinion relatif aux prix de vente est en hausse. La hausse la plus marquée concerne les entreprises évoluant dans le secteur du commerce.

Soldes d'opinion sur les prix passés et prévus par secteur d'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

Une dynamique d'intégration caribéenne face à des fragilités persistantes

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la région caribéenne devrait enregistrer une croissance économique de 5,5 % en 2025 et de 8,2 % en 2026, portée principalement par l'essor de la production pétrolière au Guyana, sans lequel la croissance de la région passerait de 1,9 % en 2025 à 1,8 % en 2026. Cette dynamique masque toutefois des situations plus modestes dans la plupart des économies caribéennes, freinées par des coûts d'importation élevés, une forte exposition aux chocs climatiques et une dépendance au secteur tourisme. À titre d'exemple, Trinité-et-Tobago devrait enregistrer un ralentissement de sa croissance de 1,3 % en 2025 à 0,9 % en 2026 et dans une moindre mesure l'économie de la Jamaïque devrait croître de 1,5 % en 2025 à 1,4 % en 2026.

La CEPALC souligne ainsi que les perspectives économiques des Caraïbes, à l'exclusion du Guyana, restent fragiles. Cette fragilité est renforcée par la vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles qui ont contribué à une détérioration des soldes des comptes courants dans plusieurs économies des Caraïbes. Les dommages causés par l'ouragan Mélissa en offre une illustration, avec des dégâts équivalents à 30 % du PIB de la Jamaïque. De même, le phénomène El Niño, attendu à partir de mi-2026, pourrait engendrer des épisodes de sécheresse ou de précipitations accrues, selon les territoires, susceptibles de perturber les secteurs agricoles et énergiques.

En parallèle, la CEPALC indique que les incertitudes économiques mondiales et la volatilité des conditions financières continuent de peser sur les économies de la Caraïbe et de l'Amérique latine. Si la décélération de l'inflation ouvre la voie à un assouplissement monétaire, la stagnation de la productivité et la faiblesse des investissements compromettent encore les perspectives de croissance à long terme.

Ces constats renforcent la nécessité d'approfondir l'intégration caribéenne. Le premier sommet régional initié par la République dominicaine illustre cette dynamique, en cherchant à structurer des réponses communes face à des vulnérabilités partagées : sécurité alimentaire, connectivité maritime et aérienne, gestion des crises environnementales comme les sargasses. Ce cadre élargi associe États souverains et territoires caribéens (Sint Maarten, Curaçao, Aruba, Îles Vierges britanniques). Toutefois, la concrétisation de ce partenariat exige une coordination économique rendue plus exigeante par un espace institutionnel particulièrement hétérogène (Républiques indépendantes, pays du Royaume des Pays-Bas, territoires britanniques d'outre-mer et régions ultrapériphériques européennes).

Sources : ECLAC, DG Trésor, CARICOM, France Antilles

La croissance à l'épreuve des tensions internationales

Les dérèglements internationaux ; crise au Moyen-Orient en tête ; pèsent sur l'économie mondiale en 2026. Le FMI anticipe un ralentissement de sa croissance, à +3,1 %, au cours de l'exercice. La dégradation de la conjoncture internationale et les prix élevés du pétrole pourraient également entraîner un regain d'inflation, à +4,4 % en 2026 contre +4,1 % en 2025. L'exercice 2027 pourrait marquer un retour à un environnement économique moins adverse, avec une croissance plus soutenue (+3,2 %) et une inflation mieux maîtrisée (+3,7 %), estime toutefois l'institution.

Moins exposée que les pays importateurs d'énergie et à la faveur d'une politique fiscale accommodante et des effets différés des baisses de taux d'intérêt opérées en 2025, la croissance américaine est attendue à +2,3 % en 2026 par le FMI. Cette hausse est sensiblement plus élevée que la moyenne des économies avancées, tirée à la baisse par la dégradation de la situation internationale, à +1,8 %.

Sensible aux conséquences de la crise au Moyen-Orient, la zone euro voit ses perspectives de croissance reculer à 1,1 %, contre 1,4 % en 2025. La croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, la Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026. L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU ■ Responsable de la rédaction : A. BOILEAU

Rédaction : M. GOSMAS, C. LUIS, A. BOILEAU